



200+ crypto monnaies sont disponibles pour les dépôts et le trading sur BTCC, votre meilleur choix pour les échanges de crypto monnaies.

Télécharger notre application ici

Réglementation des crypto-monnaies en France : tout savoir !

<https://www.btcc.com/fr-FR/academy/crypto-basics/reglementation-des-crypto-monnaies-en-france-tout-savoir>

La réglementation des crypto-monnaies en France devient de plus en plus perfectionnée. BTCC a préparé un guide approfondi sur la réglementation. Ce guide couvre la légalité des crypto-monnaies en France, les dispositions pertinentes en matière d'impôt sur le revenu et les régimes d'enregistrement et d'autorisation nécessaires, afin de vous garantir une compréhension complète et des réponses claires.

Dans le même temps, au sein de l'UE, la mise en œuvre prochaine du règlement MiCA annonce la poursuite de l'harmonisation et du renforcement des réglementations sur les crypto-monnaies, dans le but de mieux protéger les intérêts des investisseurs.

Notons que certaines règles, que ce soit au niveau national ou européen, découlent des faillites récentes (FTX, Terra/Luna), lesquelles ont mis en évidence le besoin de stabilité et de rétablir la confiance auprès du grand public.

Sommaire

[Les crypto-monnaies sont légales en France](#)

[La taxation des crypto-monnaies en 2024](#)

[Qu'est-ce que l'agrément PSAN ?](#)

[Les plateformes crypto régulées et non régulées en France](#)

[Qu'est-ce que la loi MICA ?](#)

[La DeFi est-elle légale en France ?](#)

[Peut-on participer à une ICO en France ?](#)



[Download App for Android](#)

[Download App for iOS](#)

Les crypto-monnaies sont légales en France

Les crypto-monnaies sont des monnaies numériques basées sur la technologie blockchain. Elles ne sont pas émises par des banques centrales ni régulées par les monnaies traditionnelles et leur légitimité en tant que moyen de paiement est limitée par la prédominance de l'euro. Néanmoins, les crypto-monnaies sont légales en France, et les parlementaires se sont mis d'accord pour établir un cadre réglementaire clair afin de faciliter son développement.

La promulgation de la loi PACTE le 22 mai 2019, qui instaure un régime spécifique pour les "actifs numériques", marque une étape importante dans la régulation des crypto-monnaies en France, avec pour objectif de favoriser le développement sain du secteur grâce à des règles claires.

La France a établi un double régime réglementaire en ce qui concerne les crypto-monnaies : premièrement, des règles spécifiques et des procédures d'enregistrement pour les fournisseurs de services d'actifs numériques (PSAN) sur le marché français ; et deuxièmement, la réglementation des offres initiales de jetons (ICO).

Dans le même temps, [le Code monétaire et financier à l'article L.54-10-1](#), définit la distinction entre les " actifs numériques " et les tokens.

Ce cadre réglementaire vise le double objectif d'encourager le développement sain de l'industrie des crypto-monnaies et d'assurer une protection adéquate des intérêts des consommateurs et des investisseurs.

La taxation des crypto-monnaies en 2024

Les impôts sur les crypto-monnaies diffèrent selon que vous êtes un particulier ou un professionnel :

Individuels :

Pour les investisseurs individuels, les plus-values issues de la vente de crypto-monnaies sont soumises à l'impôt sur le revenu. Le taux d'imposition global est fixé à 30 %, décomposé en 12,8 % d'impôt sur le revenu et 17,2 % de prélèvements sociaux. Il convient de noter que la durée de détention d'une crypto-monnaie influe sur le taux d'imposition, les détenteurs de longue durée pouvant bénéficier d'un taux d'imposition plus faible.

En prenant l'exemple du Bitcoin ou du XRP, si un investisseur individuel a acheté pour 10 000 € et a ensuite vendu pour 15 000 €, son gain de 5 000 € serait soumis à l'impôt PFU aux taux ci-dessus.

Professionnels :

Les particuliers ou les entreprises qui considèrent l'échange de crypto-monnaies comme une activité professionnelle sont soumis à la taxe sur les intérêts commerciaux (BIC) ou à l'impôt sur les sociétés (IS), selon les circonstances. Toutefois, ces règles fiscales ne sont pas immuables et peuvent être ajustées en fonction des paramètres spécifiques de l'entreprise et des exigences légales.

\ Négociez sur BTCC maintenant! /

OBTENEZ UN BONUS DE DÉPÔT DE 10055 USDT

A green banner for BTCC featuring a Bitcoin icon on the left and a blue coin icon on the right. The BTCC logo is centered at the top. Below the logo, the text reads: "Accédez à un statut VIP supérieur pour bénéficier de plus d'avantages" in yellow, followed by "BTCC - Votre bourse de crypto monnaies préférée" in white. At the bottom, it says "Téléchargez notre application ici" with icons for Google Play and the App Store, and "Soutien aux dépôts en fiat et en crypto monnaies" on the right.

[Download App for Android](#)

[Download App for iOS](#)

Qu'est-ce que l'agrément PSAN ?

Étant l'un des premiers pays à réglementer les cryptomonnaies. Le régime juridique français PACTE a non seulement joué un rôle important au niveau national, mais a également été une source d'inspiration pour de nombreux régimes internationaux et MiCA. Le cœur du régime est divisé en deux volets : l'enregistrement et la licence optionnelle (agrément).

Dans le cadre du PACTE, les services de garde d'actifs numériques (custody), l'achat et la vente de crypto-monnaies contre des monnaies légales, l'échange de crypto-monnaies contre d'autres crypto-monnaies, et l'exploitation de plateformes de trading sont tous inclus dans l'enregistrement obligatoire. Pour les autres types de services, l'enregistrement reste facultatif.

Toutefois, le processus d'approbation est beaucoup plus exigeant, notamment en raison des normes élevées requises pour la structure de l'actionariat. À ce jour, une seule entité - SG Forge - a passé avec succès le processus d'approbation de juillet 2023. Les demandes d'agrément nécessitent la soumission d'une documentation détaillée à l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), couvrant des éléments clés tels que le programme de conformité AML-FT (Anti-Money Laundering and Counter-Terrorist Financing), qui est suivi d'une évaluation complète par l'AMF de l'intégrité des dirigeants, de leur compétence professionnelle, et de la faisabilité du plan de projet.

Il convient de noter qu'à partir du 30 juin 2023, le régulateur français a encore renforcé le seuil réglementaire en supprimant l'option de l'enregistrement simple en faveur d'un régime plus strict d'« enregistrement renforcé ». Cette nouvelle initiative est une mesure décisive pour stabiliser le marché et renforcer la protection des investisseurs après l'effondrement de géants des crypto-monnaies tels que FTX et Terra/Luna. L'enregistrement renforcé exige des participants qu'ils se conforment à toutes les règles d'autorisation, à l'exception des exigences prudentielles telles que les fonds propres et la police d'assurance en responsabilité civile professionnelle.

Les plateformes crypto régulées et non régulées en France

les plateformes crypto régulées

La France, pionnière en matière de régulation des crypto-monnaies, a attiré de nombreux projets d'implantation en construisant un cadre juridique sécurisé et flexible. Binance, la première plateforme mondiale d'échange de crypto-monnaies, s'est ainsi implantée avec succès à Paris.

Le tableau suivant présente quelques-unes des principales plateformes de crypto-monnaies populaires qui ont reçu la certification PSAN:

Plateformes crypto populaires	Numéro d'enregistrement
Binance France	E2022-037
Bitpanda GmbH	E2023-076
BITSTAMP EUROPE	E2023-064
Coinhouse	E2020-001
Crypto.com (FORIS DAX MT Limited)	E2022-054

les plateformes crypto non régulées

Les plateformes de crypto-monnaies non réglementées ne peuvent pas légalement offrir leurs services dans les territoires français ou se commercialiser activement en France car elles ne peuvent pas obtenir de licence PSAN. Cette mesure vise à protéger les utilisateurs contre les escroqueries aux cryptomonnaies.

Les plateformes de confiance les plus utilisées en France mais qui ne sont pas des PSAN sont Kraken, Bybit, Kucoin et [BTCC](#).

Les plateformes de crypto-monnaies non régulées ne disposent pas des normes de sécurité et de transparence exigées par les plateformes régulées par l'AMF et comportent donc un risque élevé de fraude, de blanchiment d'argent, de perte de fonds, de protection inadéquate des consommateurs et d'incertitude juridique.

Cependant, les utilisateurs ont la liberté de choisir d'utiliser légitimement les services de ces plateformes non réglementées par le biais de la « sollicitation inverse » ou « sollicitation passive ». Cela signifie que si vous, en tant qu'utilisateur, prenez l'initiative de vous inscrire sur une plateforme non régulée sans avoir été sollicité directement par celle-ci, vous pouvez légalement utiliser ses services.

\ Négociez sur BTCC maintenant! /

OBTENEZ UN BONUS DE DÉPÔT DE 10055 USDT



[Download App for Android](#)

[Download App for iOS](#)

Qu'est-ce que la loi MICA ?

La « loi MICA », Règlement Market in Crypto-Assets, a été introduite pour harmoniser et renforcer les réglementations dans le domaine des crypto-actifs au sein de l'Union européenne. Elle couvre non seulement la réglementation des fournisseurs de services de crypto-actifs, mais aussi les émissions de jetons ("ICO"), les émissions de stablecoins, ainsi que les pratiques de manipulation et d'abus de marché liées. Notamment, le MICA, en tant que norme législative au niveau de l'UE, est obligatoire pour tous les États membres, ce qui garantit la cohérence de la réglementation.

En ce qui concerne les stablecoins, la mise en œuvre de la loi MICA se concentrera particulièrement sur les stablecoins tels que Tether (USDT), USD Coin (USDC) et BUSD. Ces stablecoins sont tous soutenus par des réserves de dollars américains, fournissant au marché un ancrage de valeur relativement stable.

Le règlement MICA a été adopté par le Parlement européen en avril 2023 et devrait entrer en vigueur d'ici la fin de l'année 2024/2025. Le règlement impose à tous les fournisseurs de services de crypto-actifs opérant dans l'UE d'obtenir une licence et prévoit une période de transition de 18 mois pour les participants au PSAN enregistrés ou approuvés. Les prestataires de services devront demander une licence auprès d'un régulateur national (par exemple, l'AMF/ACPR en France), qui leur permettra d'opérer dans toute l'UE une fois qu'elle aura été obtenue.

Toutefois, MiCA ne couvre pas tous les domaines du marché des crypto-monnaies, tels que les NFT (sauf lorsqu'ils réunissent les caractéristiques des instruments financiers), les services DeFi et les modèles commerciaux émergents (par exemple, l'emprunt/prêt) de crypto-actifs ou le staking. La Commission européenne a commencé à étudier ces domaines non couverts et prévoit de publier un rapport d'ici décembre 2024, avec des propositions législatives pour étendre le règlement MICA si nécessaire.

La DeFi est-elle légale en France ?

Le DeFi, ou Finance Décentralisée, en tant qu'innovation dans la finance traditionnelle, se caractérise par l'absence de permission et la décentralisation, en utilisant des protocoles blockchain et des contrats intelligents pour réaliser des services financiers sans intervention d'un tiers. Parmi eux, Uniswap, leader du marché DEX, représente près de la moitié du volume des échanges.

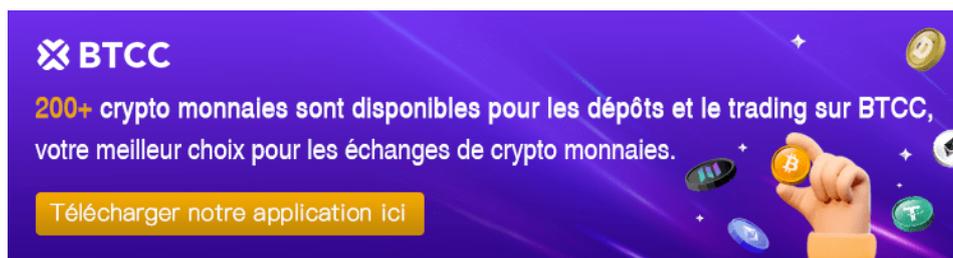
La légalité du DeFi a été sous les feux de la rampe avec l'émergence du « Summer of DeFi » en 2020, en particulier avec l'émergence de protocoles pionniers tels que Compound, Uniswap et Aave. En l'absence d'un cadre réglementaire clair, ces protocoles se sont efforcés de s'inspirer des pratiques technologiques existantes et d'explorer les moyens de fonctionner de manière conforme.

Pour évaluer la légalité de DeFi, l'accent est mis principalement sur l'utilisation individuelle plutôt que sur le protocole lui-même. On considère généralement que l'utilisation personnelle des services DeFi est légitime si la partie frontale du protocole est conçue pour se conformer aux réglementations existantes, notamment en limitant l'accès à des zones spécifiques par le biais d'adresses IP.

Le front-end sert de portail aux utilisateurs pour interagir avec le programme DeFi, couvrant l'interface utilisateur (UI) et toutes les fonctions de négociation, de gestion de portefeuille et de statistiques. Parallèlement, pour éviter les risques juridiques, l'écosystème utilise couramment des clauses de non-responsabilité conçues pour protéger les développeurs et les opérateurs contre d'éventuelles responsabilités juridiques.

\ Négociez sur BTCC maintenant! /

OBTENEZ UN BONUS DE DÉPÔT DE 10055 USDT

A promotional banner for BTCC with a purple background. It features the BTCC logo, text about 200+ cryptocurrencies, and a call to action to download the app. The background is decorated with floating cryptocurrency icons like Bitcoin, Ethereum, and Litecoin.

BTCC
200+ crypto monnaies sont disponibles pour les dépôts et le trading sur BTCC, votre meilleur choix pour les échanges de crypto monnaies.
Télécharger notre application ici

[Download App for Android](#)

[Download App for iOS](#)

Peut-on participer à une ICO en France ?

Peut-on réellement participer à une ICO en France ? La réponse est oui.

Tout d'abord, qu'est-ce qu'une ICO ? ICO, ou Initial Coin Offering, peut être assimilée à une opération de "levée de fonds en cryptomonnaies" par laquelle une société émet des jetons auxquels les investisseurs vont souscrire avec des cryptomonnaies.

La participation à des ICO est possible en France, mais elle est limitée par le cadre réglementaire et la rareté des exemples pratiques. Depuis la mise en œuvre de la loi PACTE, l'AMF a introduit un régime de visa optionnel non obligatoire qui exige des émetteurs qu'ils soumettent des documents détaillés sur l'offre de jetons et les conditions de l'ICO. Cependant, seule une poignée de projets ont obtenu ce visa à ce jour, ce qui démontre sa difficulté et son attrait limité.

Bien que le visa offre aux émetteurs des avantages tels que la facilité d'ouverture d'un compte bancaire et l'accès au marché français, les exigences élevées qui y sont attachées, telles que la soumission d'une brochure marketing détaillée, rendent ces avantages relativement insignifiants. En outre, les considérations géographiques strictes de l'AMF sont en contradiction avec la pratique du géoblocage des ICO internationales, ce qui limite encore l'attrait du visa.

Par conséquent, participer à une ICO en France nécessite une décision éclairée, en pesant le pour et le contre, en tenant compte des exigences réglementaires, de l'accès au marché et des défis de l'internationalisation.

FAQ

Quelles sont les sanctions en cas de non-conformité à la réglementation crypto ?

Les sanctions possibles en cas de non-respect de la réglementation sur les crypto-monnaies comprennent des peines d'emprisonnement, des amendes importantes et des déchéances, et ces sanctions sont souvent étroitement liées à des infractions telles que la fraude ou le blanchiment d'argent.

Quelle est la position de la Banque de France sur les cryptomonnaies ?

La Banque de France est prudente vis-à-vis des cryptomonnaies, mettant en garde contre leur volatilité et les risques associés. Elle soutient également les initiatives de régulation pour assurer la stabilité financière.

Quelles sont les principales lois régissant les cryptomonnaies en France ?

Les cryptomonnaies en France sont principalement régies par la loi PACTE et le règlement PSAN (Prestataires de Services sur Actifs Numériques) de l'AMF.

Est-il légal de toucher son salaire en crypto ?

En France, la réglementation actuelle n'autorise pas le paiement intégral du salaire en cryptomonnaies. Le Code monétaire et financier ("CMF") prévoit que le salaire doit être payé en espèces, par chèque barré ou par virement sur un compte bancaire ou postal. Cependant, vous pouvez toujours solliciter le versement d'avantages en nature sous forme de cryptomonnaies et à condition de le prévoir contractuellement avec votre employeur.

\ Négociez sur BTCC maintenant! /

OBTENEZ UN BONUS DE DÉPÔT DE 10055 USDT